

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21813 - 80ÈME ANNÉE

FRANÇOIS BAYROU DÉVOILE LA TRAJECTOIRE POUR FAIRE REVENIR LE DÉFICIT SOUS 3% DU PIB EN 2029

Lors de la « conférence sur les finances publiques » qui se tenait le 14 avril à Matignon, le premier ministre, François Bayrou, a présenté la trajectoire du déficit et de la dette visés à horizon 2029.

Dans son discours, François Bayrou a renouvelé l'engagement du gouvernement à faire repasser le déficit public, qui a atteint 5,8% du PIB en 2024, sous la barre des 3% en 2029.

Selon lui, « contrairement à ce que l'on a beaucoup entendu dire, ce chiffre des 3% n'est pas un chiffre au doigt mouillé. C'est le seuil en deçà duquel la dette n'augmente plus. » Celle-ci atteignait plus de 3300 milliards en 2024, soit 113% du PIB, et va continuer de progresser au cours des prochaines années.

Mais la situation est complexe pour revenir dans les clous budgétaires européens. Malgré tout, le Premier ministre a exposé la trajectoire qui devra théoriquement être suivie pour parvenir à un déficit équivalent à 2,8% du PIB en 2029. Il s'agit là d'une trajectoire ambitieuse supposée permettre à la dette d'atteindre son pic en 2027, à 118,1% du PIB, pour revenir à 117,2% en 2029.

Pour cela, il faudra doubler l'effort l'année suivante, de 0,8 point. D'où le chiffre monumental des économies à trouver en 2026 de 40 milliards d'euros.

François Bayrou a précisé, à destination de ceux qui voulaient actionner le levier fiscal, qu'il était « intenable » d'« augmenter les



prélèvements ». Les « grands choix » pour le projet de loi de finances 2026 seront connus avant le 14 juillet, a-t-il précisé.

La marche à franchir en 2027, toujours selon le plan annoncé par le gouvernement, devrait être relativement moins impressionnante, à 4,1% du PIB (soit 0,5 point de baisse). Puis les choses se compliquent de nouveau en 2028, avec une réduction à 3,4%, soit une baisse particulièrement forte de 0,7 point.

D'ici là, le gouvernement devrait avoir la possibilité de miser sur un retour de la croissance, alimentée par un retour de la consommation, elle-même encouragée par la baisse de l'inflation sous l'effet de la politique de baisse des taux de la Banque centrale européenne.

François Bayrou espère aussi que, d'ici là, sa politique de « refondation de l'action publique » via « une véritable remise à plat des missions et des budgets de nos administrations » aura porté ses fruits.

DISCOURS DE FRANÇOIS BAYROU SUR LE BUDGET 2026 : UNE « OPÉRATION DE COMMUNICATION » POUR PLUSIEURS SYNDICATS

« On nous a invités à assister à l'opération de communication du gouvernement », a dénoncé Sophie Binet, la numéro un de la CGT, estimant que « les débats de ce matin étaient extrêmement limités ».

La leader de la CGT, Sophie Binet, a dénoncé le 15 avril une « opération de communication » à l'issue d'un « Comité d'alerte sur le budget » et d'une conférence de presse de François Bayrou. Elle a déploré, comme d'autres syndicats, le refus du gouvernement de revoir la fiscalité.

Le Premier ministre, François Bayrou, a réuni le 15 avril, pendant plus de deux heures, plusieurs membres de son gouvernement ainsi que des parlementaires, des représentants d'organismes de sécurité sociale ou encore syndicaux pour les sensibiliser à l'état des finances publiques en vue de l'élaboration du prochain budget.

« On nous a invités à assister à l'opération de communication du gouvernement », a dénoncé Sophie Binet, estimant que « les débats de ce matin étaient extrêmement limités ».

François Hommeril (CFE-CGC) a aussi qualifié la rencontre d'« opération de communication » avec un discours « un peu pleurnichard ». De son côté, la patronne de la CFDT, Marylise Léon, a déploré « une vision comptable » du gouvernement, estimant qu'« on ne fait pas un budget uniquement avec un tableur Excel ».

« Le message qu'on passe au gouvernement et au Premier ministre, c'est de dire : 'Sortez de vos dogmes, sortez de vos idées reçues'. Arrêtez de nous dire, on ne touche pas à

l'impôt. Il faut un impôt plus juste en France, sinon on ne résoudra pas l'équation », a ajouté la responsable du premier syndicat français.

Un constat partagé par Sophie Binet qui a estimé que « pour trouver de l'argent pour rétablir nos finances publiques, il faut prendre l'argent là où il est, et c'est ce que refuse de faire le gouvernement ».

La numéro un de la CGT a évoqué la possibilité de « taxer le patrimoine », « taxer les dividendes et le capital », « augmenter les impôts pour les plus aisés, qui ont très largement bénéficié des largesses de la politique de l'offre d'Emmanuel Macron ».

A défaut de résoudre la situation immédiatement, François Bayrou a souhaité alerter les Français sur le « piège » de la dette qui menace « la survie de notre pays » et promis des réponses d'ici le 14 juillet en écartant déjà la piste d'augmentation des impôts, mais refusant de détailler des pistes concrètes.

L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE A BOYCOTTÉ LA CONFÉRENCE SUR LES FINANCES PUBLIQUES

À la veille de la conférence sur la dégradation des comptes publics organisée par le premier ministre, François Bayrou, l'Association des maires de France présidée par David Lisnard (LR) a dénoncé une « énième séance de communication ».

L'Association des maires de France a annoncé ne pas participer à la conférence sur les finances publiques organisée le 14 avril par François Bayrou, dénonçant l'« énième séquence de communication » du gouvernement dont les édiles « ne souhaitent plus être les figurants ».

Alors que le gouvernement a indiqué prévoir entre 40 à 50 milliards d'euros d'économies dans le budget 2026, pour

réduire le déficit public de 5,4% du PIB (l'objectif de 2025) à 4,6% en 2026, cette conférence doit, selon le ministre de l'Économie, Éric Lombard, engager un « dialogue avec toutes les parties prenantes » et faire émerger « un consensus » sur différentes pistes de travail.

L'évènement doit réunir des ministres, parlementaires, organismes de sécurité sociale ou encore des collectivités locales. Or, « aucun ordre du jour détaillé ou document de travail n'a été fourni aux organismes convoqués », a déploré l'AMF dans un communiqué.

L'Association des maires de France présidée par le maire de Cannes David Lisnard craint que cette réunion ne soit destinée qu'à « exposer les analyses du ministère de l'Économie et des finances » et à « reproduire une méthode qui exclut toute concertation ou négociation avec les collectivités ». L'annonce de ce boycott est intervenue après que le journal La Tribune a révélé que « 8 milliards d'euros d'efforts vont être demandés aux collectivités territoriales », après le coup de rabot de 2,2 milliards d'euros qu'elles avaient déjà subi dans le budget 2025.

En attendant, L'Association des maires de France, qui assure « alerter depuis longtemps sur la dérive des comptes publics », dit « se tenir à la disposition du gouvernement pour une vraie démarche constructive et durable, avec une réunion de travail préparée en amont ».

LES MAIRIES VONT-ELLES DEVOIR FAIRE UN EFFORT DE 8 MILLIARDS ?

Selon certaines informations, le journal La Tribune a révélé que « 8 milliards d'euros d'efforts vont être demandés aux collectivités territoriales », ce qui inquiètent les maires, et notamment l'Association des Maires de France qui a refusé de participer à la conférence sur les finances publiques organisée par le Premier ministre.

De son côté, le site Mairie.info a souligné que « si ce chiffre de 8 milliards d'euros d'efforts demandés aux collectivités territoriales venait à être corroboré, cela viendrait encore impacter ces dernières après un effort officiellement évalué à 2,2 milliards d'euros dans le budget 2025 ».

« Mission impossible pour les collectivités locales qui sont à l'os et qui ont déjà fait des efforts importants. Il n'y a plus rien à gratter. Cela revient à mettre les communes de France sous tutelle. Demander encore plus d'économies, concrètement, cela veut dire fermeture de services à la population et suppressions massives d'emplois. Ce n'est pas le moment d'organiser un vaste "plan social" : on n'a jamais eu autant besoin de nous pour relever les défis du moment », a indiqué à La Tribune, Christophe Bouillon, maire (PS) de Barentin (Seine-Maritime), président de l'association des petites villes de France et président de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Un énième bras de fer en perspective entre l'exécutif et les élus locaux. D'autant plus que l'effort budgétaire initial de 5 milliards qui avait été demandé aux collectivités par le gouvernement Barnier a finalement été ramené à 2,2 milliards. Mais le tour de vis annoncé ces derniers jours reviendrait pratiquement à multiplier cet effort par quatre.

« Nous craignons évidemment d'être à nouveau une variable d'ajustement des erreurs budgétaires des gouvernements », a indiqué au journal le Parisien, André Laignel, premier vice-président de l'AMF. Ce dernier a dénoncé « un contresens économique et démocratique ». De toute évidence, le sujet sera sur la table, car 2026 est une année d'élections municipales. « S'il n'y a pas un changement de discours et de postures de la part du gouvernement, on va aller vers un blocage », a averti auprès de Public Sénat le sénateur LR Stéphane Sautarel, vice-président de la commission des finances.



ZISTWAR TIKOK, PAR CHRISTIAN FONTAINE... ZISTWAR AN KRÉOL DANN TÉMOIGNAGES -47- TIKOK POTO-D-KAZ*

Forstan koz « Tikok ek Zan-Lik » dann nout zistoir, astèr n'in-pé i kroi Tikok na zis in frèr minm, parèy désertin fami ris na riyink dé zanfan ! Aléoir, ou ! Tikok na in tralé frèr-sèr. Si-tèlman, na d'dégré li lé oblizé kont dési son doi-d'pié po donn aou la kantité.

Madanm Biganbé la gingn 12 zanfan 1 suit-an-suit* konmsa, lané po lané. Na dé la mor tanmti, i arèt 10. Lerk ou pran leskalié anlèr ou désann ou i trouv : Maryot, Arsinn, Odil, Férié, Zilyinn, Zan-Lik, Zanpir (ali minm Tikok), Mariz, Zandark ek Zoni. Promié débi – n'i romark – partaz té bien kalkilé : in fi, in garson. Apréla, èk Tikok dann milié, épi Zoni dann dernié bout, lo sirkui la mayé. Dé garson an-suivan sak kou, séfé banna i apèl Tikok èk Zoni dé « ti fi manké ».

In l'ot zafèr si bann Biganbé ; pokoué i apèl Férié èk Zandark konmsa-la ? E bin lèrk banna la éné, gromèr Tisia la gèt dann lalmanak. Férié la éné in lindi d'Pak. Li la vi té marké Férié, la kalkil sa in sin, la donn lo non son ti zanfan. Po Zandark, minm to. Li

la éné in 13 mé, dann lalmanak lé marké : Ste Jean. D'Arc. Li la bour Zandark po son ti garson.

Po arni* azot, si nou la koz arienk Tikok èk Zan-Lik ziskalèr, sé po la rézon, dann famila, tout i mars par pèr. Sak pèr na son moun po li frékanté osi. Maryot èk Odil lé toutan ansanm, épi zot i sa kas la blag sanm zot kamarad la Konsésion : Zosline, Marilis, Matid... Arsinn èk Férié zot, zot i inm la pès toutan, ou'a trouv azot bor-la-mèr èk Zanpol, Moris, Sizibèr, Roklor, tousa-la. Na-d'lèr osi, i prétan dir, zot té i fé lo vèr* dann somin ek ti fi. Zilyinn li, lé sitelman koinsé rant dé garson, li artonm oblizé zoué èk son ti sèr Mariz, épi okip lo dé ti dernié : Zandark èk Zoni. Epi po fini, dann milié : Zan-Lik ek Tikok, parèy dé poto-d'kaz : « lo dé pli dané » konm di Madanm Biganbé. Zot kamarad : Tipol, Grozil, Tapioka, Vant-koupé, Mistigri ; in bonpé marmay té malizé* grandi. Po zot bonèr, épi po la danasion zot fami !

Christian Fontaine

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année
Directeur de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re
Site Web: www.temoignages.re
Tél : 02 62 55 21 21
Publicité: publicite@temoignages.re
CPPAP: 0916Y92433